

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Marché n° 2026-01

Mode de passation : Procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1-1° du Code de la Commande Publique

Objet du marché :
Accord-cadre à bons de commande relatif à la fourniture et livraison de couches pédiatriques (changes complets) et de produits associés pour la petite enfance

Date et heure limites de remise des offres
Le 9 mars 2026 à 23h55

Date limite de modifications de détail au dossier de la consultation
Le 2 mars 2026 à 12h00

Date limite pour les questions posées par les candidats
Le 27 février 2026 à 12h00

Date limite pour répondre aux questions des candidats
Le 2 mars 2026 à 12h00

Date limite de remise de la copie sauvegarde et des échantillons
Le 9 mars 2026 à 17h00

SOMMAIRE

Préambule relatif à la dématérialisation

Article 1 – Objet du marché

- 1.1. Objet de la consultation
- 1.2. Procédure de passation
- 1.3. Forme du marché
- 1.4. Nomenclature communautaire

Article 2 – Dispositions générales

- 2.1. Décomposition du marché
- 2.2. Durée du marché
- 2.3. Variantes / prestations supplémentaires éventuelles
- 2.4. Forme juridique des groupements
- 2.5. Délai de validité des offres

Article 3 – Dossier de consultation

- 3.1. Contenu du dossier de consultation
- 3.2. Modification de détail du dossier de consultation

Article 4 – Présentation des candidatures et des offres

- 4.1. Présentation des candidatures
- 4.2. Présentation des offres
- 4.3. Langue de rédaction des propositions / Unité monétaire

Article 5 – Conditions d'envoi des offres

- 5.1. Présentation et dépôt des plis
- 5.2. Date et heure limites de réception

Article 6 – Sélection des candidatures et jugement des offres

- 6.1. Sélection des candidatures
- 6.2. Jugement des offres

Article 7 – Conclusion du marché

- 7.1. Vérification de l'absence de motif d'exclusion à une procédure de marché
- 7.2. Signature du marché

Article 8 – Renseignements complémentaires

Préambule relatif à la dématérialisation

Savoir utiliser le profil d'acheteur :

La Ville de Oignies vous propose **un guide d'utilisation (disponible sur le profil acheteur)** vous présentant les principales démarches à réaliser sur notre profil d'acheteur. Nous vous invitons à en prendre connaissance, afin de savoir réaliser les démarches ci-dessous.

Vérifications techniques préalables :

Du fait de l'utilisation du profil d'acheteur pour leurs démarches, les entreprises veillent à :

1. S'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Conseil : Le profil d'acheteur vous propose de « tester votre configuration » et également de « réaliser une consultation test ». Il est vivement conseillé d'effectuer ces démarches.

2. Vérifier l'**adresse mail de leur compte utilisateur**. Celle-ci doit être active et consultable, à tout moment, par les responsables de l'entreprise en charge de la consultation.

3. Vérifier que les alertes du profil d'acheteur ne sont pas filtrées par le dispositif anti-spam de l'entreprise ou redirigées vers les « courriers indésirables ».

Démarches à réaliser sur le profil d'acheteur pendant la consultation :

Questions / réponses avant la date limite de remise des plis

Pour poser une question sur une consultation en cours de publicité, les entreprises doivent utiliser la rubrique en ligne « poser une question », disponible sur chaque consultation.

Le dépôt de l'offre

Les offres doivent obligatoirement être déposées en ligne, directement sur le profil d'acheteur. Il n'est plus possible de remettre une offre papier (en dehors de la copie de sauvegarde).

Le temps de chargement (et d'envoi) peut ainsi prendre **quelques dizaines de minutes** lors de certains transferts (poids des fichiers, matériel informatique, qualité du débit interne, ...). Les entreprises sont invitées à prendre en considération ces délais pour leurs démarches.

Les modalités de dépôt des plis sont précisées aux articles 4 et 5 du présent document.

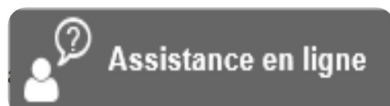
Les échanges de courriers entre la Ville de Oignies et les entreprises

Les demandes de la Ville de Oignies sont uniquement envoyées par le profil d'acheteur sur **l'adresse mail du compte utilisateur** de l'entreprise.

Pour répondre à ces demandes de façon électronique, les entreprises utilisent le bouton « répondre au message » présent sur le mail. Elles ont la possibilité, en plus de leur réponse, de joindre les documents demandés **dans la limite de 60 Mo** (au-delà, l'envoi doit être fait en plusieurs fois).

La seule exception demeure pour l'envoi du marché signé après attribution. En cas de signature manuscrite, la transmission se fera par voie postale.

Un problème sur le profil d'acheteur :



L'assistance en ligne doit être utilisée pour tout problème technique intervenant sur le profil acheteur (**03 59 56 88 00**)

Article 1 – Objet du marché

1.1 – Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet un accord-cadre à bons de commande **relatif à la fourniture et livraison de couches pédiatriques (changes complets) et de produits associés pour la petite enfance.**

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par l'acheteur public.

Lieu de livraison : Multi-accueil « Les Petits Pieds » - Centre Pasteur à Oignies (62590)

Les spécifications techniques de l'accord-cadre sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

1.2 – Procédure de passation

La consultation est passée selon une procédure adaptée en concurrence en application des articles L.2123-1, R.2123-1-1° du Code de la Commande Publique.

1.3 – Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande (Article R.2162-2, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique). Ce contrat est mono-attributaire.

Cet accord-cadre est passé avec un maximum annuel en valeur HT :

Montant maximum annuel du marché	10 000,00 € HT
----------------------------------	----------------

1.4 – Nomenclature communautaire

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

<i>Classification principale</i>	
<i>Code</i>	<i>Description</i>
33771200-7	Couches en papier

Article 2 – Conditions de la consultation

2.1 – Décomposition du marché

2.1.1. Décomposition en lots

La présente consultation n'est pas allotie.

2.1.2. Décomposition en tranches

Le présent marché ne comporte pas de tranche.

2.2 – Durée du marché / Délai d'exécution

La durée de l'accord-cadre est fixée à 12 mois à compter de la date réception de la notification par le titulaire.

Il est reconductible **tacitement** trois (3) fois pour une durée identique.

Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il prendra une décision expresse de non-reconduction qui sera notifiée au titulaire, au plus tard dans un délai de 90 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre.

Le titulaire ne dispose pas de la faculté de refuser la reconduction de l'accord-cadre.

2.3 – Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

La variante est une modification des spécifications prévues dans la solution de base décrite dans les documents de la consultation.

La prestation supplémentaire éventuelle est une prestation qui s'ajoute à l'offre. Elle est décrite dans les documents de la consultation.

Variantes :

Les variantes sont interdites.

En cas de présentation d'une offre avec variante, seule l'offre de base clairement identifiée à l'ouverture des offres sera prise en compte et la variante ne sera ni analysée ni classée. Les candidats ne peuvent se prévaloir d'une quelconque manière des éventuelles variantes proposées en contradiction avec le présent article.

Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) :

Il n'est pas demandé de prestations supplémentaires éventuelles.

2.4 – Forme juridique des groupements

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article R 2142-21 du Code de la Commande Publique.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de membres de plusieurs groupements, conformément à R 2142-21 du Code de la Commande Publique.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R 2142-24 du Code de la Commande Publique.

2.5 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de remise des offres indiquée sur la page de garde du présent règlement de la consultation.

Article 3 – Contenu du dossier de consultation

Les documents de la consultation sont mis à disposition des opérateurs économiques sur la plateforme de dématérialisation <https://marchespublics596280.fr> à compter de la publication de l'avis de marché. Seuls les opérateurs économiques ayant téléchargé les documents de la consultation après identification sont informés des éventuelles modifications qui y sont apportées.

3.1 – Contenu du dossier de consultation

La liste des documents de la consultation mis à disposition figure ci-après :

1. Le présent règlement de la consultation et son annexe « Détails des critères de jugement des offres »
2. L'acte d'engagement
3. Le bordereau des prix unitaires (BPU)
4. Le devis quantitatif estimatif (DQE)
5. La cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
6. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
7. L'attestation de candidature simplifiée (remplaçant DC1 et DC2)
8. Le guide d'utilisation du profil acheteur

3.2 – Modification de détail du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'envoyer aux entreprises ayant retiré un dossier de consultation, **au plus tard à la date indiquée en page de garde du présent règlement de la consultation**, des renseignements complémentaires soit à son initiative soit à la suite de questions posées par un opérateur économique.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Article 4 – Présentation des candidatures et des offres

Les offres sont entièrement rédigées en langue française. Si, à l'appui de son offre, le candidat fournit des documents qui ne sont pas rédigés en français, il devra y joindre une traduction en français.

Afin de faciliter l'exploitation informatique des documents, le candidat veillera à respecter la règle de nommage des fichiers de candidature et d'offre.

Règle de nommage et de bonne gestion des fichiers

- Eviter les espaces, les accents et les caractères spéciaux (ex : & « » @ ...).
- Ne pas mettre de noms trop longs.
- Utiliser des abréviations (« MT » pour mémoire technique, ...)
- Eviter une arborescence de plus de 2 niveaux

4.1 – Présentation des candidatures

Le candidat remet les pièces suivantes, selon le mode de dépôt choisi.

N° pièce	Pièces à fournir	Format de fichier souhaité
1	Lettre de candidature ou DC1	PDF
2	Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement conforme au modèle DC2 et permettant d'apprécier : - <i>Ses aptitudes à exercer l'activité professionnelles concernée par le marché</i> - <i>Ses capacités économiques et financières (chiffres d'affaires)</i> - <i>Ses capacités techniques et professionnelles</i>	PDF
3	Les échantillons indiqués dans le CCTP	PDF
4	Une déclaration du candidat individuel ou des membres du groupement indiquant les effectifs moyens annuels pendant les 3 dernières années	
5	Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont dispose le candidat pour la réalisation de marchés de même nature.	
6	Liste de références objet du marché fournis au cours des 3 dernières années	

*** Les échantillons sont à envoyer à la même adresse que la copie sauvegarde.**

En cas de groupement, la pièce n°2 doit être fournie par chaque membre du groupement. Les pièces 4, 5 et 6 sont fournies par le groupement afin de permettre une appréciation globale de ses capacités.

Les entreprises de création récente peuvent justifier leurs capacités par tout autre moyen.

Le candidat peut utiliser les formulaires DC1 et DC2 joints au présent dossier de consultation ou le DUME.

Le candidat peut déposer sa candidature avec un DUME, y compris un DUME électronique mais il ne peut pas se limiter à indiquer qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises, il doit fournir tous les justificatifs exigés pour la présentation des candidatures. Le DUME doit être rédigé en français.

Pour justifier ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché (ex : engagement prouvant que cet opérateur mettra ses capacités à disposition du candidat pour l'exécution du marché public).

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements mentionnés ci-dessus que la ville de Oignies peut obtenir gratuitement et directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le dossier de candidature fournisse toutes les informations nécessaires pour accéder aux documents et renseignements exigés.

4.2 – Présentation des offres

Le candidat remet les pièces suivantes, le cas échéant pour chaque lot pour lequel il dépose une offre.

Pièces à fournir	Format de fichier souhaité
L'acte d'engagement complété et daté	DOC
Le bordereau des prix unitaires complété	XLS
Le devis quantitatif estimatif complété	XLS
Une note méthodologique comprenant les éléments listés à l'article 6.2 du RC et à l'annexe du règlement de la consultation	PDF
Le ou les catalogues du candidat et son tarif public	PDF
Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre : - les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ; - une déclaration de sous-traitance (ATTRI2) selon le modèle joint au DCE	PDF

4.3 – Langue de rédaction des propositions / Unité monétaire

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

L'acheteur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : **euro(s) (€)**

Article 5 – Conditions d'envoi des offres

5.1 – Présentation et dépôt des plis

Les candidats doivent transmettre leur offre sur le profil d'acheteur : <https://marchespublics596280.fr>

Les candidats peuvent également procéder à l'envoi d'une copie de sauvegarde sur support physique électronique.

*** Remise des plis sur le profil d'acheteur**

Le pli contient tous les éléments listés à l'article 4 ci-dessus,

Le dépôt électronique doit obligatoirement être terminé avant la date et l'heure limites indiquées en page de garde du présent règlement. Il donnera lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de fin de la réception. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limites est considéré comme hors délai.

En cas de survenance d'un problème technique ou lié à l'utilisation du profil d'acheteur, le candidat peut utiliser l'assistance en ligne.

*** Remise d'une copie de sauvegarde**

Le pli contient tous les éléments listés à l'article 4 ci-dessus,

La copie de sauvegarde est présentée sous pli cacheté portant le nom du candidat. Les dossiers remis sous enveloppe non cachetée ne sont pas retenus et sont renvoyés à leurs auteurs.

Elle doit parvenir dans le délai indiqué en page de garde du présent règlement de la consultation.

Elle peut être déposée contre récépissé à l'adresse suivante :

Mairie de Oignies
Service Achats Marchés Publics – Offre pour le marché n°2026/01 : Accord-cadre à bons de commande relatif à la fourniture et livraison de couches pédiatriques (changes complets) et de produits associés pour la petite enfance.
NE PAS OUVRIR
Place de la IVème République
62590 OIGNIES

Les jours ouvrés, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et 13h30 à 17h30.

Elle peut également être transmise par courrier, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception et de garantir la confidentialité, à l'adresse suivante :

Mairie de Oignies
Service Achats Marchés Publics – Offre pour le marché n°2026/01 : Accord-cadre à bons de commande relatif à la fourniture et livraison de couches pédiatriques (changes complets) et de produits associés pour la petite enfance.
NE PAS OUVRIR
Place de la IVème République
62590 OIGNIES

La copie de sauvegarde parvenue régulièrement sera ouverte dans les cas suivants :

- ☐ détection d'un programme informatique malveillant dans l'offre transmise par voie électronique ;
- ☐ impossibilité pour le pouvoir adjudicateur d'ouvrir l'offre transmise par voie électronique.

5.2 – Date et heure limites de réception

Les offres doivent être remises ou parvenues à destination au plus tard à la date et l'heure limites mentionnées sur la page de garde du présent règlement. Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites ne seront pas retenus et seront renvoyés, pour les copies de sauvegarde, à leurs auteurs.

En cas de réception de plis multiples émanant d'un même candidat, seule sera retenue la dernière des offres reçues dans le délai fixé pour la remise des offres. Le ou les plis précédemment déposés seront rejetés sans avoir été ouverts.

Article 6 – Sélection des candidatures et jugement des offres

6.1 – Sélection des candidatures

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues à l'article R2152-7 du Code de la commande publique au moyen des critères suivants :

Critères de sélection des candidatures :

1. Moyens techniques et humains
2. Capacités professionnelles
3. Capacités financières

Les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles R 2142-1 à R 2142-14, de l'article R 2142-25 et des articles R 2143-03 et R 2143-16 du Code de la Commande Publique ou qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées à l'article 4.1 du présent règlement ou qui ne présentent pas des garanties techniques professionnelles et financières suffisantes eu égard à l'objet du marché ne sont pas admises.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'accorder un délai supplémentaire aux candidats pour produire les éléments manquants.

Au-delà de ce délai et à défaut de production des pièces manquantes, la candidature sera jugée irrecevable (articles R 2144-1 à R 2144-7 du Code de la Commande Publique).

6.2 – Jugement des offres

Les offres des candidats présentant des capacités suffisantes sont analysées au regard des critères de jugement des offres suivants :

I – Critère financier	35%
II – Critère valeur technique	45%
III – Critère performances environnementales et sécurité	20%

Le détail de la notation des critères de jugement des offres est précisé dans l'annexe au présent règlement de la consultation.

En cas d'erreur de calcul dans le détail quantitatif estimatif, l'erreur sera rectifiée pour le jugement des offres. Si le soumissionnaire est sur le point d'être retenu, il est invité, selon les modalités prévues au préambule du présent règlement, à rectifier le montant de son offre dans le cadre de la négociation. En cas de refus, son offre sera éliminée.

La ville de Oignies se réserve la possibilité de demander au candidat toute information complémentaire sur son offre susceptible d'éclairer le choix du prestataire.

Après l'analyse des offres, une phase de négociation pourra être effectuée. Cette négociation pourra porter sur l'ensemble des points du marché. Le marché pourra également être attribué sur la base des offres initiales sans négociation. La négociation pourra avoir pour objet la régularisation de la proposition.

La négociation peut se faire par écrit (échange de courriers via le profil d'acheteur) ou au cours d'une audition. Elle ne peut pas aboutir à modifier substantiellement l'offre initiale.

Les candidats invités à l'audition en sont informés au plus tard 5 jours francs avant la date fixée pour cette audition selon les modalités prévues au préambule du présent règlement, L'invitation mentionne les modalités de déroulement de l'audition. A la suite de cette audition, le soumissionnaire doit remettre, dans un délai de 8 jours francs, son offre issue de l'audition.

A la suite de l'audition ou de la négociation écrite, il est procédé à une analyse complémentaire des offres par application des mêmes critères de jugement des offres que lors de la 1ère analyse pour déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse.

Les offres sont classées dans un ordre décroissant. L'offre la mieux classée est retenue.

Article 7 – Conclusion du marché

7.1 – Vérification de l'absence de motif d'exclusion à une procédure de marché

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché doit remettre au pouvoir adjudicateur, dans le délai qu'il fixe, les documents suivants **en cours de validité** :

1. l'ensemble des certificats fiscaux et sociaux (ou règle d'effet équivalent pour les candidats non établis en France), s'il n'a fourni que l'attestation sur l'honneur dans son offre :
 - ☐ Attestation de régularité fiscale datée au plus tard du mois précédent le mois fixé pour la date limite de remise des offres ;
 - ☐ Attestation de régularité sociale (URSSAF datant de moins de 6 mois) ;
 - ☐ Attestation délivrée par l'AGEFIPH ; dans le cas où le candidat n'est pas soumis à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, il fournit une déclaration sur l'honneur.
2. extrait du registre professionnel pertinent (extrait K, K bis ou D1), datant de moins de 3 mois, ou document équivalent pour les candidats non établis en France.
3. si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ou document équivalent pour les candidats non établis en France.
4. la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail ou document équivalent pour les candidats non établis en France.
5. si le candidat est établi à l'étranger : un document mentionnant son n° individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du Code général des impôts. Si le candidat n'est pas tenu d'avoir un tel n°, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
6. si le candidat est établi à l'étranger : document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale ;

Dans le cas où le candidat a présenté des sous-traitants, il remet les pièces suivantes pour chacun de ses sous-traitants :

- ☐ l'ensemble des certificats fiscaux et sociaux, ou règle d'effet équivalent pour les candidats non établis en France, si le sous-traitant n'a fourni que l'attestation sur l'honneur ;
- ☐ un extrait du registre professionnel pertinent (extrait K, K bis ou D1), datant de moins de 3 mois, ou document équivalent pour les candidats non établis en France ;
- ☐ si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ou document équivalent pour les sous-traitants non établis en France.

À défaut, les sous-traitants ne peuvent pas être acceptés.

En cas de groupement, le mandataire remettra les pièces n°1 à 7 mentionnées ci-dessus pour chaque membre du groupement, et les pièces mentionnées ci-dessus pour leurs éventuels sous-traitants.

Les documents rédigés en langue étrangère sont accompagnés d'une traduction en français.

Si le candidat retenu ne produit pas ces documents dans le délai imparti, il est éliminé dans les conditions fixées par la réglementation relative aux marchés publics. L'élimination est prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur qui présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

7.2 – Signature du marché

Si le candidat n'a pas signé l'acte d'engagement au stade de la remise des offres, il s'engage, s'il est attributaire, à le signer au format papier ou électronique selon que les deux signataires (Ville de Oignies et attributaire) sont dotés ou pas d'un certificat de signature électronique :

- si l'attributaire signe l'acte d'engagement avec son certificat de signature électronique, il le renvoie sur le profil d'acheteur ;
- si l'attributaire signe l'acte d'engagement rematérialisé au format papier, il le renvoie par voie postale.

Dans les deux cas, il joint le document relatif aux pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat (statuts, extrait Kbis, pouvoir interne à la société) et, en cas de groupement, l'habilitation du mandataire s'il signe seul l'offre pour le groupement.

Précisions sur la signature électronique :

Afin de faciliter l'exploitation des documents électroniques par la Ville de Oignies, il est demandé à l'attributaire de **privilégier la signature au format PAdES (voir le guide d'utilisation du profil d'acheteur joint dans le dossier de consultation).**

Pour vous procurer un certificat de signature électronique, consultez [le Guide très pratique de la dématérialisation des marchés publics](#) publié par le ministère de l'économie et des finances, pages 34 et suivantes.

Article 8 – Renseignements complémentaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'envoyer aux entreprises ayant retiré un dossier de consultation, **au plus tard à la date indiquée en page de garde du présent règlement de la consultation**, des renseignements complémentaires soit à son initiative soit à la suite de questions posées par un opérateur économique.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les opérateurs économiques souhaitant obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire au cours de leur étude doivent poster une question sur la plateforme <https://marchespublics596280.fr> via l'onglet « Question » de la consultation **au plus tard à la date indiquée en page de garde du présent règlement de la consultation.**

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres ci-dessus était reportée, les dispositions précédentes seraient applicables en fonction de cette nouvelle date.

Les renseignements complémentaires sont transmis par la ville de Oignies exclusivement sur la plateforme <https://marchespublics596280.fr>. Seuls les opérateurs économiques ayant téléchargé le dossier de consultation après identification recevront un mail d'avertissement les invitant à télécharger les nouveaux documents.